



Prévisions budgétaires 2015 Service des finances

Présentation à l'intention
des membres de la
Commission sur les finances et l'administration

Le 1^{er} décembre 2014



Plan de la présentation

- Mission
- Organigramme
- Réalisations 2014
- Évolution budgétaire 2014
- Objectifs 2015
- Budget 2015
 - ▶ Dépenses par objets 2015
 - ▶ Dépenses par catégories d'emplois 2015
 - ▶ Variations de l'effectif par catégories d'emplois 2015
- Principaux écarts 2015 vs 2014

Mission

Leader de la fonction finance et gardien des fonds publics, le Service des finances réalise des activités de conseils stratégiques, opérationnels et transactionnels dans le domaine financier selon les meilleures pratiques de gouvernance, de gestion et de contrôle.

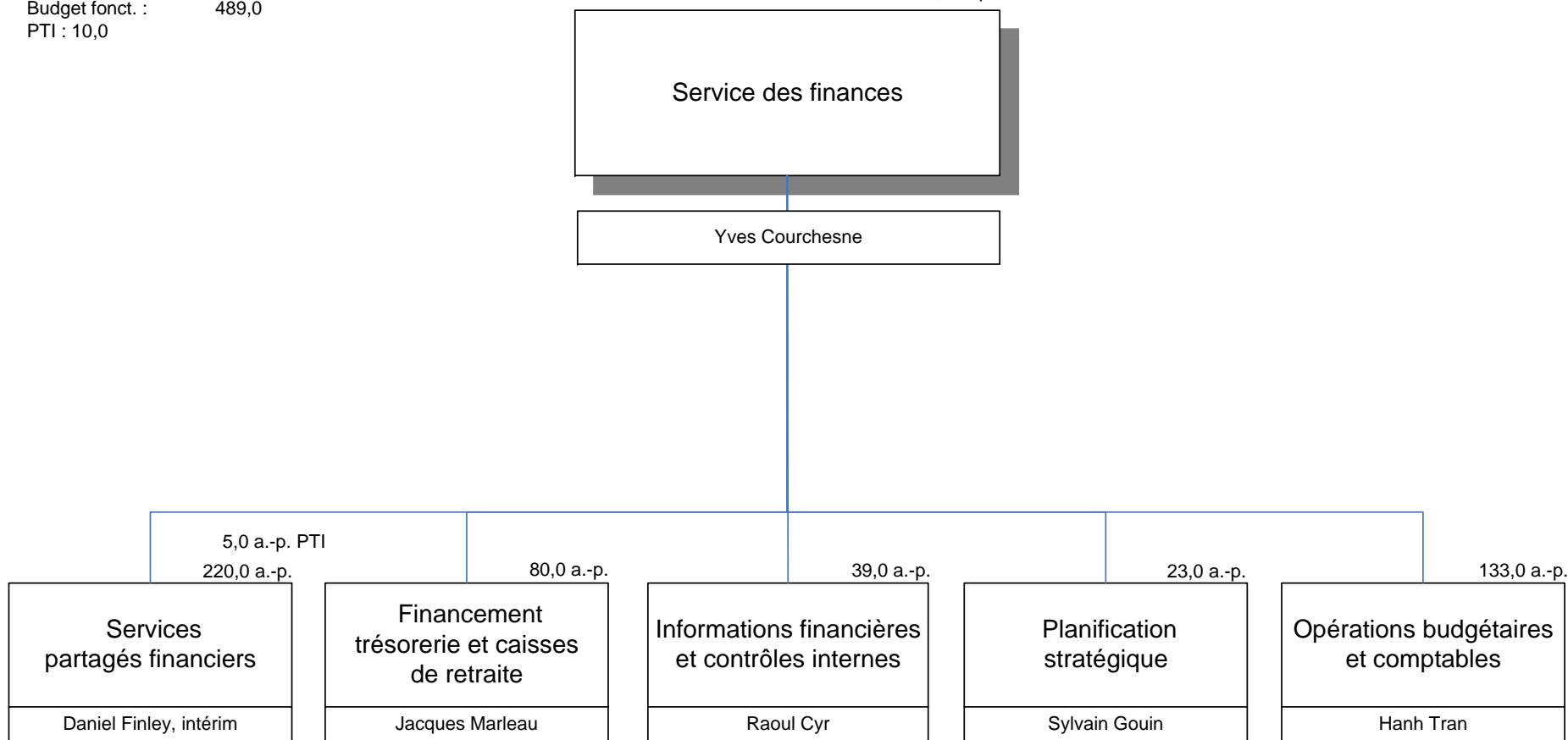
- ▶ Il réalise la planification financière à long terme de la Ville et fournit des services d'expert-conseil en stratégies financières et fiscales aux unités d'affaires et aux instances décisionnelles.
- ▶ Il conseille et appuie les unités d'affaires dans la planification et l'optimisation des ressources financières. Il assure le respect des normes et la véracité de leurs informations financières.
- ▶ Il gère les opérations de taxation et les transactions de facturation, déboursés, en conjuguant la qualité du service à la clientèle, l'innovation et l'efficience.
- ▶ Il produit les informations financières statutaires et de gestion et fournit un service d'expertise comptable.
- ▶ Il établit les stratégies et gère les activités de financement, de placement et de trésorerie. Dans le cadre de mandats délégués, il administre les régimes de retraite en respect des lois et règlements applicables.

Organigramme

Total : 489,0 a.-p.

Total des postes : 498,0
Réduction anticipée : - 9,0
Budget fonct. : 489,0
PTI : 10,0

5,0 a.-p. PTI
3,0 a.-p.



Réalisations 2014

- **Support à l'Administration dans sa stratégie d'optimisation de la performance organisationnelle :**
 - ▶ Stabilisation de la masse salariale et réduction de l'effectif (PQMO).
 - ▶ Production du cadre financier 2016-2020 intégrant les priorités de l'Administration.
 - ▶ Plan d'investissement à long terme 2014-2023 (PMI) : suivi des dépenses en vue d'une réalisation optimale.
 - ▶ Élaboration d'un modèle d'évaluation des investissements (PTI) à financer par emprunt, afin d'assurer l'optimisation du programme de financement à long terme (par emprunt) et limiter le plus possible le recours à l'endettement.

- **Amélioration des perspectives financières de la Ville :**
 - ▶ Participation au positionnement de la Ville suite au dépôt du projet de loi no 3 « Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal » et participation à la conception et à la rédaction du mémoire de la Ville déposé à la Commission de l'aménagement du territoire.

Réalisations 2014 (suite)

- **Réalisation de l'intégration de la fonction finance en ce qui a trait aux services conseils pour la gestion budgétaire et comptables :**
 - ▶ Consolidation de la prise en charge des activités financières des services en améliorant :
 - ◆ les processus opérationnels;
 - ◆ les services conseils en matière de gestion financière auprès des gestionnaires des différents services;
 - ◆ la qualité des interventions dans les dossiers décisionnels.
 - ▶ Réalisation de la phase deux de l'intégration de la fonction finance visant les ressources financières des services de la Police, de la Sécurité incendie, de l'Eau et de l'Espace pour la vie.

Évolution budgétaire 2014

Charges - évolution budgétaire 2014

(en milliers de dollars)

	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Budget original 2014	65 725,9	-	65 725,9
Transfert de la paie institutionnelle au Service des ressources humaines	(7 254,7)		(7 254,7)
Affectation de surplus	673,9		673,9
Transfert de la fonction finance du Service de la police, du Service des incendies, du Service de l'eau et Espace pour la vie.	1 288,1	4 888,5	6 176,6
Budget modifié 2014	60 433,2	4 888,5	65 321,7
Prévisions 2014	55 633,2	4 588,5	60 221,7
Surplus (déficit)	4 800,0	300,0	5 100,0
<u>Explications des principaux écarts</u>			
<u>Rémunération</u>			
Économie sur la masse salariale	4 700,0	300,0	5 000,0
<u>Autres familles de dépenses</u>			
Économie sur honoraires professionnels	100,0		100,0
	4 800,0	300,0	5 100,0

Évolution budgétaire 2014 (suite)

- Les principaux écarts entre le budget 2014 et les résultats anticipés à l'évolution budgétaire sont attribuables :
 - ▶ au transfert de la Division de la paie institutionnelle au Service des ressources humaines;
 - ▶ à la mise en place du volet II de la fonction finance : rapatriement des ressources financières des services de la Police, de la Sécurité incendie, de l'Eau et de l'Espace pour la vie au Service des finances;
 - ▶ à l'économie sur la masse salariale provenant des postes vacants (gel d'embauche et PQMO).

Objectifs 2015

- Amélioration du service à la clientèle.
- Bonification de la présentation des informations financières.
- Complétion de la mise en place de la fonction finance et de la dotation des postes.
- Suivi rigoureux du plan quinquennal de main-d'œuvre.
- Amélioration des processus via les développements technologiques.
- Mise en place des modifications à la structure administrative du Service.

Objectifs 2015 (suite)

Objectifs opérationnels

▪ **Budget**

- ▶ Production des prévisions budgétaires 2016-2018.
- ▶ Système budgétaire : lancement de l'appel d'offres et acquisition de l'outil.
- ▶ Révision de la présentation du document budgétaire.
- ▶ PTI : suivi de la réalisation des travaux.

▪ **Services conseils pour la gestion budgétaire et comptable :**

- ▶ Amélioration et optimisation des processus opérationnels et standardisation dans tous les points de service (implantation de la fonction finance).
- ▶ Poursuite de la consolidation des équipes des points de service : formation continue, contrôle de qualité, communauté de pratique, connaissance des affaires du client.
- ▶ Développement d'outils automatisés de soutien à la gestion financière tels que : suivi de la masse salariale, suivi de l'évolution des coûts des projets.
- ▶ Offre accrue de services conseils aux gestionnaires.

Objectifs 2015 (suite)

▪ Retraite

- ▶ Amélioration de façon constante de la qualité du service offert aux participants des régimes de retraite, particulièrement en ce qui a trait à la communication.
- ▶ Poursuite du processus d'harmonisation des régimes de retraite.
- ▶ Support à l'Administration dans le processus de réforme des régimes de retraite.

▪ Financement

- ▶ Optimisation du programme d'emprunt par l'amélioration des prévisions financières et l'optimisation de l'utilisation des subventions.

▪ Revenu

- ▶ Amorce du processus menant au remplacement du système informatisé de gestion des taxes (Oasis).
- ▶ Préparation de la mise en production de l'envoi Postel des comptes de taxes foncières 2016 (amélioration du service aux citoyens).
- ▶ Production de rappels d'échéance électronique par le biais du service Postel.
- ▶ Implantation des deux chantiers d'optimisation « *Recettes diverses et encaissements* » et « *Entreposage électronique des documents à haut volume* ».

Objectifs 2015 (suite)

▪ **Comptabilité**

- Finalisation de l'évaluation des coûts de décontamination des terrains appartenant à la Ville et intégration des modifications comptables relatives aux sites contaminés.
- Offre bonifiée aux gestionnaires, à court terme, de rapports de gestion et de suivi.
- Début de l'analyse de modernisation de l'outil de production de l'ensemble des données financières de la Ville afin d'offrir un meilleur support aux gestionnaires.
- Mise en place de la numérisation des factures et révision des processus entourant le cheminement des factures dans une optique de réduction des délais de paiements aux fournisseurs.

Budget 2015

- Volet charges

Charges par compétences

(en milliers de dollars)

	Charges			
	Réel Comparatif 2012	Réel Comparatif 2013	Budget Comparatif 2014	Budget 2015
Conseil municipal	64 483,3	92 142,7	64 787,1	61 996,8
Conseil d'agglomération	-	-	-	-
	64 483,3	92 142,7	64 787,1	61 996,8

Note : Les données 2012, 2013 et 2014 ont été redressées pour tenir compte notamment des modifications de structure 2014 qui se reflètent en 2015, afin de les rendre, dans la mesure du possible, comparables à celles du budget de 2015. Elles sont présentées à titre indicatif.

Budget 2015 - Dépenses par objets

Charges par objets

(en milliers de dollars)

	Réel Comparatif 2012	Réel Comparatif 2013	Budget Comparatif 2014	Budget 2015
Rémunération et cotisations de l'employeur	44 674,4	45 044,3	49 150,5	48 032,1
Transport et communication	2 674,7	2 348,9	1 881,9	1 898,6
Services professionnels	(872,2)	1 778,6	2 713,5	1 828,6
Services techniques et autres	4 262,0	3 784,6	4 859,3	4 627,3
Location, entretien et réparation	2 504,0	1 970,1	2 403,6	1 929,7
Biens non durables	670,8	439,6	883,7	940,8
Biens durables	(31,9)	108,6	227,0	228,3
Frais de financement	-	-	-	-
Contributions à des organismes	9 547,1	5 926,3	-	-
Autres objets	1 054,4	30 741,7	2 667,6	2 511,4
Financement	-	-	-	-
Total	64 483,3	92 142,7	64 787,1	61 996,8

Note : Les données 2012, 2013 et 2014 ont été redressées pour tenir compte notamment des modifications de structure 2014 qui se reflètent en 2015, afin de les rendre, dans la mesure du possible, comparables à celles du budget de 2015. Elles sont présentées à titre indicatif.

Budget 2015 - Dépenses par objets (suite)

- Le budget global du Service des finances a connu une réduction de 4,3 % soit 2,8 M\$ par rapport au budget comparatif de 2014.
- L'écart entre le réel comparatif 2013 et le budget comparatif 2014 provient principalement de la perte de valeur de la Société de vélo libre-service.

Budget 2015 - Dépenses par catégories d'emplois

Charges par catégories d'emplois

(en milliers de dollars)

	\$			
	Budget Comparatif 2012	Budget Comparatif 2013	Budget Comparatif 2014	Budget 2015
Rémunération et cotisations de l'employeur				
Élus				
Cadres (Historique 2012-2013)	8 115,9	7 534,8		
Cadres de gestion			7 337,5	6 709,8
Cadres conseil	-	-	702,1	1 107,0
Sous-total — Cadres	8 115,9	7 534,8	8 039,6	7 816,8
Cols blancs	18 171,4	18 895,6	20 585,8	20 826,0
Professionnels	19 329,4	20 911,0	20 525,1	19 389,3
Cols bleus	-	-	-	-
Réduction de 5 % de la rémunération globale	-	-	-	-
Total	45 616,7	47 341,4	49 150,5	48 032,1

Note : Les données 2012, 2013 et 2014 ont été redressées pour tenir compte notamment des modifications de structure 2014 qui se reflètent en 2015, afin de les rendre, dans la mesure du possible, comparables à celles du budget de 2015. Elles sont présentées à titre indicatif.

Budget 2015 - Dépenses par catégories d'emplois (suite)

- Le montant de la rémunération globale est passé de 49 150,5 \$ à 48 032,1 \$, soit une réduction de 1,1 M\$. Cette réduction de la masse salariale est le résultat net de la mise en œuvre du PQMO, soit une réduction de 2,2 M\$, et de l'indexation salariale qui a généré une hausse de 1,1 M\$.

Budget 2015 - Variations de l'effectif par catégories d'emplois

Charges par catégories d'emplois

(en années-personnes)

	Années-personnes			
	Budget Comparatif 2012	Budget Comparatif 2013	Budget Comparatif 2014	Budget 2015
Rémunération et cotisations de l'employeur				
Élus				
Cadres (Historique 2012-2013)	61,0	51,5		
Cadres de gestion			48,0	38,5
Cadres conseil	-	-	9,6	11,0
Sous-total — Cadres	61,0	51,5	57,6	49,5
Cols blancs	285,8	273,8	296,7	276,5
Professionnels	178,2	186,2	188,2	163,0
Réduction de 5 % de la rémunération globale	-	-	(28,2)	-
Total	525,0	511,5	514,3	489,0

Note : Les données 2012, 2013 et 2014 ont été redressées pour tenir compte notamment des modifications de structure 2014 qui se reflètent en 2015, afin de les rendre, dans la mesure du possible, comparables à celles du budget de 2015. Elles sont présentées à titre indicatif.

Note : le nombre de a.p. présenté au budget de 2015 inclut une réduction anticipée de 9 a.p.

Budget 2015 - Variations de l'effectif par catégories d'emplois (suite)

- Suite à la mise en œuvre du Plan quinquennal de main-d'œuvre, le nombre d'années-personnes a diminué de 24 par rapport au budget comparatif de 2014.
- Cette réduction s'ajoute à la réalisation de la contrainte de 5 % de la masse salariale réalisée en 2014, qui représente une réduction de 28,2 a.p.

Principaux écarts 2015 vs 2014

Principaux écarts - volet des charges

(en années-personnes et en milliers de dollars)

	a-p.	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Comparatif 2014	514,3	64 787,1	-	64 787,1
Ajustements				
Indexation - Rémunération et cotisation de l'employeur		1 041,0		1 041,0
Ajustement des crédits relatifs au contrat avec la caisse centrale Desjardins pour les services bancaires et autres services (GDD 1090329002)		57,3		57,3
Ajustement locatif - facturation immobilière, loyer et énergie		(260,2)		(260,2)
Diminution des crédits pour le financement des travaux nécessaires à l'évaluation des coûts de décontamination des propriétés de la Ville afin de respecter la nouvelle norme comptable (chapitre 3260) (GDD 1133592006)		(296,0)		(296,0)
Identification des contraintes				
Plan quinquennal de main-d'œuvre (PQMO)	(24,0)	(2 250,7)		(2 250,7)
Contrainte d'optimisation de 1,85% - Réduction des services professionnels et autres suite à l'intégration de la fonction finance		(1 081,7)		(1 081,7)
Ajustements techniques	(1,3)			
Variation totale	(25,3)	(2 790,3)	-	(2 790,3)
Budget 2015	489,0	61 996,8	-	61 996,8

Principaux écarts 2015 vs 2014 (suite)

- Le budget global du Service des finances a connu une réduction de 4,3 % soit 2,8 M\$ par rapport au budget comparatif de 2014.
- Cette réduction est principalement attribuable à :
 - ▶ la réduction de la masse salariale suite à la mise en œuvre du PQMO pour un montant de 2,2 M\$;
 - ▶ l'application de la contrainte de 1,85 % pour une réduction de 1 M\$ provenant principalement de la réduction des services professionnels;
 - ▶ la réduction des frais de location d'immeuble pour un net de 0,3 M\$.



FIN
DE LA
PRÉSENTATION
M E R C I

155, rue Notre-Dame est

Louise Richard
Adjointe au directeur
514-872-5451